

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

VENDREDI 24

SAMEDI 25

OCTOBRE

1975

N 20

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

vieux : ils leur doivent beaucoup, ils ne leur donnent rien

jeunes : la peine de mort pour les jeunes délinquants...

réclamée par sondage

sofres sud-ouest



espagne : apres franco , le franquisme ?

Suite page 8

« Briser la solitude des vieux », voilà ce qu'on nous rabache depuis une semaine ; et comment la bourgeoisie compte s'y prendre... en achetant des postes de télévision et des journaux avec l'argent que la quête de dimanche aura rapporté. C'est une campagne massive qui se déploie depuis quelques jours, tant à la radio qu'à la télévision ou sur les panneaux de publicité. Une telle ampleur n'avait pas été atteinte depuis la campagne sur la faim dans le monde. Plusieurs émissions de télé sur la vieillesse et des rappels incessants dans le cadre de débats se succèdent. Le battage trouve appui dans la campagne anti-jeunes qui se mène tambour battant à chaque manifestation de délinquance. A tel point que l'annonce de la quête est apparue presque comme une suite normale après tout ce qui avait été construit,

Suite page 4

L'oligarchie au pouvoir en Espagne depuis plus de 35 ans a tellement peur de l'après-franquisme qu'elle a minutieusement préparé le processus de succession pour continuer le franquisme sans Franco ; il y a donc un successeur désigné. Seulement voilà, à trop fourbir ses armes, on risque de les user...

organique de l'Etat du 10 janvier 1967. Elle stipule qu'« à tout moment, le chef de l'Etat pourra proposer aux Cortès (Parlement) la personne qui devra être appelée à lui succéder le moment venu à titre de roi ou de régent » (art. 6).

Le 22 juillet 1969, « le Caudillo de l'Espagne et de la Croisade » (sic) a désigné officiellement Juan Carlos. Cette désignation a été approuvée par les Cortès. Dans l'hypothèse de la mort de Franco, il n'y a pas juridiquement parlant, d'obstacle à une

passation de pouvoirs. Il y en a d'autant moins que le Pantin Juan Carlos a satisfait à toutes les conditions requises par l'article 9 : « Pour être chef de l'Etat, en tant que roi ou régent, il faut... avoir 30 ans révolus, être catholique, avoir les qualités voulues, prêter serment aux lois fondamentales et s'engager à respecter les principes du Mouvement » (le parti fasciste). Les lois fondamentales sont les lois fascistes. Ainsi Juan Carlos apparaît clairement comme l'homme de paille de Franco et plus particulièrement de la Phalange.

UN MÉCANISME BIEN HUILÉ

La loi-cadre de cette succession a été fixée dès le 26 juillet 1947, puis modifiée par la loi

UN PARISIEN LIBÉRÉ ÉDITÉ PAR LA FFTL



la vie du journal

dans notre courrier

UN CAMARADE DE STE GENEVIEVE DES BOIS

Je sais que vous êtes conscients de ne pas encore avoir trouvé la forme, le style d'un journal prolétarien. Cela ne peut sortir que de la confrontation permanente entre la rédaction et les travailleurs qui lisent et qui se servent du journal pour lutter... Je vous livre en vrac quelques critiques et suggestions que j'ai notées à la lecture des derniers numéros :

...Le courrier doit retrouver sa vitalité des premiers jours. Au début c'était la page que je lisais en premier lieu. Plus maintenant. Elle montrait l'enthousiasme et le rendait contagieux... Savoir comment le journal est reçu ailleurs, diffusé, est très important pour inciter à la faire connaître autour de nous...

Accordez plus d'importance aux photos : toujours une bonne photo en première page et suffisamment grande...

Rompez avec une conception trop rigide de la mise en page : brisez le rythme monotone des colonnes trop longues, faites des pages plus contrastées, plus vigoureuses (des caractères plus gras pour certains titres)

Trop d'articles sont construits selon un schéma identique...

La dernière page devrait être aussi soignée que la première pour ce qui est de la mise en page...

La présentation actuelle (titres trop fins, pâleur de certaines pages...) n'est pas suffisamment à l'image de ce que veut être le Quotidien du Peuple (et de ce qu'il est dans son contenu) : un journal offensif, un journal de luttes.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au 208 65 61 PARIS de 8h30 à 13h.

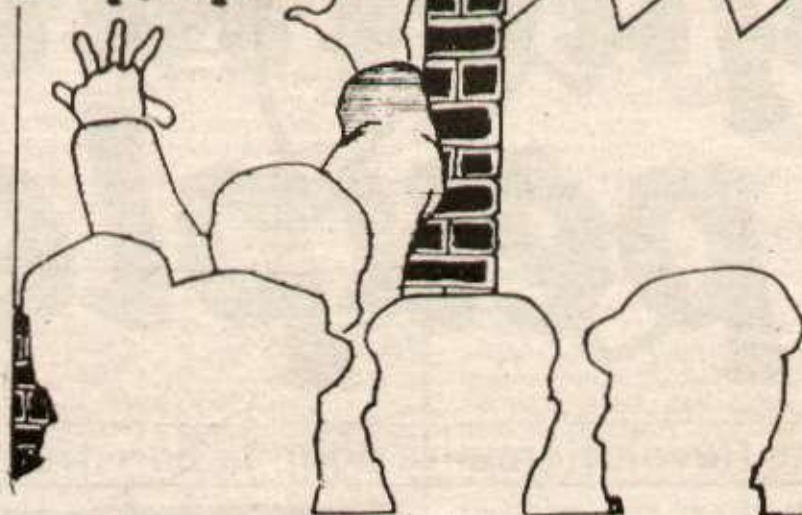
moi, je demande une indisponibilité sans solde pour assurer ses vieux jours. Etant O.S. et travaillant à l'usine, je n'y ai pas droit ! Il faut être cadre ou fonctionnaire, rien n'est prévu pour un ouvrier, aucune loi n'est faite... Ouvrière, je n'ai pas le droit de m'arrêter, on me parle de l'hôpital comme solution sur mon père. Pendant ce temps, il y a 8 jours à la télé, grande propagande pour que les enfants prennent leurs parents...

UNE SYNDIQUEE DU LIVRE PARISIEN

«Les travailleurs du Livre auxquels j'ai fait lire le Quotidien du Peuple au début n'y voyaient qu'un «journal de pirates». Une fois les explications données sur l'effort politique que cela représentait de faire le Quotidien du Peuple, ils ont été beaucoup moins critiques par rapport aux erreurs techniques, ils ont été intéressés...

Pour intéresser les travailleurs du Livre, je pense qu'il faut mieux définir le Quotidien du

le quotidien du peuple



JE SOUSCRIS

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Le Quotidien du Peuple
(publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :
Y. CHEVET
Imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

abonnez vous

250 F 1 AN
150 F 6 MOIS
80 F 3 MOIS
30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris



le quotidien du peuple

UNE LECTRICE DE MARTIGUES

Les articles sur Chatellerault ont un aspect pessimiste ; l'ironie se reporte sur les gens qui donnent encore leur adhésion à la gauche. Ce ne sont pas des gens bafoués que l'on doit montrer, mais des travailleurs qui se posent des questions en venant écouter ces discours ou en les suivant à la télé ; les engueulades et les pointes envoyées à la droite leur font quand même plaisir.

Mme B. St Père sur Loire.

En réponse aux articles sur la condition des vieux travailleurs parus dans le Quotidien :

«Mon père, 86 ans, tombe bien malade. Je le prends chez

Peuple, du point de vue de sa conception politique comme du point de vue de sa fabrication. Expliquer pourquoi il n'est pas fabriqué selon les normes syndicales. On est amené à aborder la question du monopole de la FFTL, à mettre l'accent sur les rapports entre les travailleurs du Livre et les autres ouvriers... Autant de questions qu'il faut aborder franchement, dont il faut débattre avec eux.»

**LE QUOTIDIEN
DU PEUPLE
NE PARAIT
PAS
LE SAMEDI ET
LE DIMANCHE**

GRENOBLE

«Bilan des 4 premières semaines du Quotidien du Peuple»

réunion-débat
VENDREDI 24 OCTOBRE
20 h 30
HALL DE LA MAISON DE
QUARTIER DE VILLENEUVE

avec des militants du PCR(ml)

PARIS

Le syndicat du commerce de Paris
CFDT

«Le syndicat du commerce de Paris-CFDT, réuni en assemblée générale le 19 octobre a décidé d'appeler ses militants à soutenir et à participer à la marche anti-fasciste qui aura lieu à Hendaye, le 1^{er} Novembre».

Des jeunes travailleurs, des lycéens (Paul Valéry, Hélène Boucher, Voltaire, Gennevilliers, Juvisy, Savigny, Chatenay, Etampes, Ecole nationale de physique chimie, Bessières, Balzac, Malarmé) se sont rassemblés en vue de préparer la marche sur l'Espagne du 1^{er} novembre.

Après les premières initiatives tenues sur leurs foyers de jeunes travailleurs ou leurs établissements scolaires ils envisagent une première réunion le samedi 25 octobre à 14h30 à l'AGECA - 177 rue de Charonne - Métro Alexandre Dumas. Ils examinent la possibilité d'obtenir les témoignages d'anciens des brigades internationales, de camarades espagnols, d'un film fait avec la famille du militant basque Otae qui pour animer cette réunion.

LYON

projection de Kafr Kassem au «cinématographe»
44, bd Suchet
vendredi 24 à 21 h 50
samedi 25 et dimanche 26 à 15 h et 19 h 50

COMMUNIQUÉS

Allez voir ce film qui évoque le massacre des paysans palestiniens du village de Kafr Kassem en 1956 ; à l'occasion du 29 octobre, date anniversaire de ce massacre organisé par les sionistes, à l'époque de l'agression impérialiste franco-anglaise contre l'Egypte.

COMMUNIQUÉ DES COMITÉS POUR LA MARCHÉ SUR L'ESPAGNE

Réunion publique, ouverte à tous pour préparer la marche, vendredi 24 octobre à la CIMADE - 3, rue Diderot - LYON 1^{er}

Inscription pour la marche tous les jours de 18 à 19 H, jusqu'au 30, au MLANV - 60, rue Mercier - LYON 1^{er}
prix maximum : 100 F

COMMUNIQUÉ DU COLLECTIF ANTI-FRANQUISTE DE LA DUCHÈRE

pour la marche sur l'Espagne

Permanence les 24 et 27 octobre, de 18 à 20 h, au foyer protestant de Balmant - organisation d'une garde-rie prévue jour et nuit.

pour le soutien financier :
J.M. LEMEUR - 116 Le Château
CCP Paris 1 151 40

MARSEILLE

Pour préparer la marche sur l'Espagne, soirée de solidarité avec l'Espagne anti-franquiste :

vendredi 24 octobre, à 19 H
Maison pour tous Léo Lagrange des Aygallades
Traverse de l'école des oasis
13015 - MARSEILLE

COMITÉ DE LUTTE DES HANDICAPÉS

Pour recevoir le journal du comité de lutte des handicapés, «Handicapés Méchants», adressez-vous à Charly Koskas
7, rue de Cambrai
75019 - PARIS

(abonnement annuel 10 F pour les 5 numéros)

ISIGNY (Calvados)

L'union locale CFDT organise dimanche 26, sur la place de la Mairie, une kermesse information sur le thème de l'emploi, avec les grévistes de Caron-Ozanne.

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ ACTION PRISON

Réinsertion - illusion

Alors que pour la société, il avait pris la voie pour la réinsertion, travail, salaire, logement, etc. Christian Goulakis a été arrêté. Pourquoi ? Sorti de prison, il y a six mois, alors qu'il s'appretait à se rendre à son travail, les gendarmes l'ont arrêté à son domicile, le vendredi 13 octobre 1975, lui signifiant qu'un sursis de 13 mois est révoqué !

Il y a 9 ans et demi, il a été condamné à une peine de 13 mois avec sursis ! Quatre ans et demi après, arrêté et incarcéré, il sera condamné à 5 ans de prison. Après 5 ans de préventive, il sort en avril 1975 (au bout de 5 ans, pour quelqu'un n'ayant pas eu affaire à la justice, son sursis est amnistié). Si son sursis avait été révoqué immédiatement lors de sa condamnation, Christian Goulakis bénéficiant de 18 mois de remise de peine, n'aurait pas eu à faire son sursis.

Nous dénonçons la pratique qui consiste à laisser peser la menace d'une nouvelle incarcération sur un individu et à lui faire goûter une vie dite libre pour l'en arracher immédiatement.

«Pour la mise en liberté de Christian Goulakis, et pour faire cesser cette pratique scandaleuse, nous demandons un soutien actif de tous ceux qui luttent contre la justice de classe».

(ce texte circule en pétition)

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE

LES PLANS DE LA BOURGEOISIE

nouvelle croissance, nouvelle misère

La politique giscardienne, son néo-libéralisme, son goût du changement sont bien connus. Ce sont ses dîners chez des français de la base, sa visite aux HLM d'une banlieue parisienne, ses conseils des ministres en province... ou la Marseillaise jouée sur un rythme lent. Mais on aurait tort de croire que le «changement» se réduit à ces actions à grand spectacle. Ce serait sous-estimer l'ampleur de l'effort que développe la bourgeoisie pour réaliser les changements nécessités par la crise, pour faire payer la crise aux travailleurs. Ce serait sous-estimer la profondeur des difficultés que rencontre la bourgeoisie pour maintenir intacte sa domination. La bourgeoisie se trouve en effet prise en tenaille entre le développement du combat des pays du Tiers Monde, pour la conquête de leurs droits (économiques, politiques), et la lutte des masses populaires contre la domination capitaliste.

Sur le plan économique, la bourgeoisie se prépare à gérer, dans les années à venir, une situation durable de chômage. Les experts de la bourgeoisie prévoient déjà que le chômage ne commencera à diminuer qu'un an après le début de la reprise et qu'il se stabilisera vers 4 % de la population active, ce qui fera alors 800 000 chômeurs «officiels». D'autre part, les patrons voudraient bien rendre durables les empiètements sur le pouvoir d'achat des travailleurs qu'ils tentent aujourd'hui d'imposer, au nom de la crise.

Alors, dans les hautes sphères du personnel politique capitaliste, on réfléchit beaucoup, on cherche des idées, des innovations, le changement en somme. Et petit à petit, apparaissent des thèmes de propagande nouveaux, petit à petit des réformes sont réalisées. Ainsi, maillon après maillon, la bourgeoisie s'emploie à constituer une nouvelle chaîne pour fixer les travailleurs à leur boulet : le capitalisme. A les regarder isolément, chaque maillon est peu de chose. Voir se former la chaîne donne de toutes autres idées sur les plans de la bourgeoisie.

l'essentiel de l'investissement, de l'accumulation du capital ne sera pas consacré à une extension des capacités de production, mais à la rationalisation, à la modernisation des structures actuelles. Tout cela laisse donc prévoir une longue période de stagnation de la production, même après la récession actuelle passée.

Consciente de cette situation, la bourgeoisie prépare l'opinion à cette nouvelle époque de l'économie capitaliste. De façon parfaitement démagogique, elle présente ce nouvel impératif comme un choix qu'elle effectuerait dans l'intérêt des masses.

Premier thème : une croissance trop rapide aggrave les inégalités sociales. «Une croissance rapide a souvent pour conséquence «d'énervier» la société...» dit Stoleru, ce qui signifie en fait que le peuple se révolte de plus en plus contre l'exploitation.

Deuxième thème : la croissance est limitée par la raréfaction des ressources naturelles et de donner un coup de chapeau au Club de Rome - groupe d'experts bourgeois - qui s'est fait connaître en 1972 par un rapport lançant un cri d'alarme : «Halte à la croissance».



Mais ces thèmes ne sont pas que du vent. Ils indiquent le sens d'un certain nombre d'adaptations que la bourgeoisie s'emploie à réaliser sous la con-

trainte des nouveaux rapports de forces. Cela est particulièrement net en ce qui concerne toutes les mesures portant sur l'emploi.

une lutte contre le chômage partiel : SOVIREL



UNE NOUVELLE FORME DE PLEIN EMPLOI

La perspective d'une période durable de chômage incite la bourgeoisie à aménager les conditions de l'emploi. L'impératif social, c'est aujourd'hui contenir le chômage apparent dans des limites politiquement supportables : 2 millions de chômeurs pendant des années, c'est, pour la bourgeoisie, s'exposer de plein fouet aux coups de la lutte des masses. Aménager les conditions de l'emploi, c'est ce que Stoleru appelle : «Modifier les comportements vis-à-vis du travail».

Plus de souplesse dans le temps de travail.

Le nouveau «plein emploi» doit être une forme permanente mais voilée de sous-emploi. Pour y parvenir, le principal moyen sera de rendre plus souple la demande de travail.

Le développement considérable du chômage partiel traduit un double objectif du patronat. A court terme, il veut atténuer l'ampleur du chômage total, et éviter que le licenciement de nombreux travailleurs désorganise les équipes de production, ce qui rendrait plus difficile la reprise de l'activité.

A long terme, ce que recherche la bourgeoisie, c'est d'introduire dans les usages la pratique d'un travail à temps réduit. Les systèmes d'indemnisation du chômage partiel préfigurent l'organisation d'une assistance qui viserait à «faire passer» une nouvelle organisation du temps de travail.

Cette nouvelle organisation ferait largement appel au travail à

temps partiel (pas seulement pour les femmes), aux horaires à la carte, aux 2 000 heures par an. Ces techniques permettraient d'assurer une pleine utilisation des équipements en même temps qu'un sous-emploi durable de la main d'œuvre. Ainsi, on nous annonce froidement : «la possibilité laissée à ceux qui acceptent de réduire leurs besoins financiers de travailler seulement à mi-temps, doit être une des réformes à envisager le plus rapidement possible» (Le Monde, le 5/9/75). C'est clair. Vous travaillez moins et bien sûr vous gagnerez moins. Mais vous ne serez pas chômeurs.

La suite dans le prochain numéro

Giscard, un progrès maîtrisé

«Dans le monde où nous vivons, monde dangereux, changeant, imprévisible, sauf pour les irresponsables, mon objectif précis est de faire en sorte que la France soit une terre de stabilité, de liberté, de sécurité et de progrès maîtrisé...»

C'est une orientation vers une nouvelle forme de croissance. Le monde change, je vous le dis souvent, les années 60 sont passées. Nous devons nous orienter vers une croissance différente, plus juste, plus humaine, plus équilibrée, plus économe».

(discours sur le plan de soutien)

Oui, Giscard, ce monde est dangereux et les temps changent... pour la bourgeoisie.

ON EN PARLAIT DEPUIS 68

Ces thèmes nouveaux tournent autour de trois idées essentielles : il faut une «croissance modérée», l'homme aspire à un nouveau mode de consommation, le travailleur veut un autre type de rapport à son travail. Il est frappant de constater que ces idées ne datent pas d'octobre 1973, date à partir de laquelle, selon la bourgeoisie, commence la crise. En effet, après 1968, dans certains milieux réactionnaires «éclairés», on a commencé à penser que les craquements dans le système impérialiste avaient un petit bruit sinistre et qu'il fallait songer à de nouveaux modèles de gestion du capitalisme. De là est né le plan du socialiste Mansholt, les travaux du Club de Rome sur la croissance zéro et plus récemment, ceux de L. Stoleru, conseiller de Giscard.

MODÉRER LA CROISSANCE, MAÎTRISER LE PROGRÈS

Depuis 1945, le taux de croissance de la production a été souvent supérieur à 5 % par an. Mais cette année, la baisse de la production industrielle atteindra 15 %. Malgré les prévisions optimistes du gouvernement (dans le budget, le taux de croissance retenu pour 1976 est de 4 %), la croissance sera certainement nulle l'année prochaine. Le retour à un fort taux de croissance supposerait la reprise d'une politique systématique de dopage massif de l'économie par le crédit, le déficit budgétaire. Les risques de l'inflation galopante, les tensions du commerce extérieur, le délabrement du système monétaire international rendent très fragiles ces méthodes ; d'autant plus que l'heure est au redéploiement et à la restructuration et que, par conséquent,

TOUS DANS LE MÊME SAC, STOLERU, ATTALI, DELORS.

Dans un avant-propos de sa dernière œuvre, Stoleru explique comment il a pu approfondir la notion de pauvreté et élaborer ses solutions à ce problème, et énumère les personnes qui l'y ont aidé. On remarquera, au passage, les noms de J. Attali, conseiller économique de Mitterrand, et de J. Delors, membre du PS. Rien d'étonnant, au demeurant, il y a peu de chances qu'un Mitterrand renie l'essentiel de son «œuvre» puisque la «modernisation de la croissance» est aussi un des chevaux de bataille du PS !

Troisième thème : limiter la croissance, c'est limiter le gaspillage. Stoleru dénonce avec habileté les méfaits de la publicité, le gaspillage dû à la concurrence capitaliste. Bien sûr, rien n'est dit sur le caractère inévitable de ce gaspillage dans la société capitaliste fondée non sur la satisfaction des besoins, mais sur la recherche du profit.

Ces discours sur la modération de la croissance présentent plusieurs aspects. Bien sûr, ils sont d'abord l'occasion d'un matriquage idéologique pour faire croire que le gouvernement se préoccupe de réduire les inégalités sociales, la pollution ou le gaspillage. Ils s'appuient ainsi sur un certain nombre d'aspirations populaires anticapitalistes. Ce qui est visé, c'est désamorcer la révolte qui s'accumule en cherchant à la canaliser vers un projet de «capitalisme libéral».

Stoleru de

De Gaulle à Giscard

L'évolution de la pensée de ce dernier grand commis de l'Etat capitaliste est intéressante à relever, non par rapport à l'auteur lui-même, mais en tant qu'elle reflète celle des choix du pouvoir. En 1969, L. Stoleru (version De Gaulle), reste encore attaché au grand dessein que De Gaulle a pour la France : il faut poursuivre dans la voie du V° plan, développer un puissant appareil industriel, assurant l'indépendance économique, aller résolument de l'avant sans accorder trop

d'importance à la «grogne et à la rogne» des travailleurs. Par contre, en 1974, le Stoleru (version Giscard) a changé de priorité : l'important, c'est maintenant les inégalités sociales, la pauvreté et même le gaspillage. Il va de soi que «l'impératif industriel» n'est pas oublié, que le projet reste le même : permettre à l'impérialisme français de tenir sa place dans le pillage. Mais les conditions politiques ont changé, donc, il faut s'adapter.

politique

A LA REUNION, HABY, DEBRE, ET LA F.E.N. CONTRE LE PEUPLE REUNIONNAIS

Haby est allé à la Réunion pour vanter l'effort du gouvernement en matière d'équipement scolaire dans l'île. A cette occasion, il nous a appris que ce qui gêne le plus l'éducation dans l'île, c'est l'obstination des réunionnais à vouloir parler leur langue, le Créole. Bien sûr, pour lui, le Créole n'est qu'un patois. Le représentant de la FEN renchérit, mais apporte un élément nouveau : les problèmes viennent aussi du « passé » colonial, mais vont certainement s'estomper, puisque c'est du passé. Quant à Debré, le député, il explique qu'il faut trouver tout à fait normal « que la population essaime. C'est la vocation de l'île ». Comprenez : le chômage, l'exode à la Réunion, c'est dans l'ordre des choses.

LES PÊCHEURS DE BOULOGNE

Des pêcheurs de Boulogne et d'Étretat sont venus vendre leur poisson sur des marchés parisiens : 50 tonnes ont été vendues. Le maquereau qu'on trouve chez les poissonniers à 5 F le kg, était vendu à 2,80 F. Les pêcheurs entendaient ainsi montrer que le poisson est apprécié, et protester contre l'écart entre les cours d'achat et de vente. Comme pour le porc et le bœuf, cet écart s'agrandit.

HERNU, UNE DECLARATION POSITIVE ?

Charles Hernu, membre du comité directeur du Parti Socialiste, a déclaré dernièrement : « A côté du «premier monde», les Etats-Unis et l'URSS qui s'in gèrent sans cesse dans les affaires des autres puissances, il existe un «second monde», l'Australie, le Japon, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Europe qui souffre des mainmises, des menaces ou des vexations des superpuissances, au point de se tourner vers le «troisième monde», le Tiers-Monde justement en lutte pour atteindre sa véritable indépendance ».

Nous ne pouvons que souscrire à ces déclarations. Nous nous permettrons seulement de renvoyer à Monsieur Hernu ses précédentes prises de position.

Il s'est jusqu'à maintenant toujours montré un chaud partisan de l'impérialisme US, s'agirait-il d'une autocratie de sa part.

Il a condamné les manifestations des soldats du contingent. Ne déclarait-il pas à propos des manifestations des appelés à Karlsruhe : « pour le PS il ne saurait être question de cautionner ou de s'associer à des manifestations antimilitaristes qui ne peuvent à terme que se retourner contre la France, donc contre la gauche... » L'alliance avec le Tiers-Monde est-elle selon lui compatible avec une telle défense de l'armée impérialiste française ?

LECANUET VEUT : INTERNATIONALISER LA REPRESSION

La campagne sur la criminalité se porte bien : Lecanuet a lancé un appel aux autres pays européens pour réprimer en commun «les auteurs de prise d'otages, y compris dans un but politique». Ce qui veut dire, pour ceux-ci, l'extradition immédiate. L'Allemagne, dont le système judiciaire et répressif plaît tant à Lecanuet, a déjà manifesté son enthousiasme pour cette proposition.

la campagne sur les vieux ASSEZ D'HYPOCRISIE !

Suite de la page 1

par exemple, autour de l'affaire «Bruno», le jeune de 17 ans de Beauvais condamné à mort : il faudrait sécuriser ces vieux si menacés par les jeunes ! « La Fondation de France », « le Centre National d'Entraide », appuyés par Poniatowski et Simone Weil, toutes les officines spécialisées s'y mettent et multiplient les appels à notre bon cœur et à notre porte-monnaie. Leur principal argument, c'est de dire : vous leur devez beaucoup... donnez-leur un peu. Ces capitalistes ne manquent pas de souffle lorsqu'ils impriment ce slogan sur toutes leurs affiches, car, ceux qui doivent beaucoup aux vieux travailleurs, ce sont bien eux, les patrons. Les vieux travailleurs sont des centaines de milliers à être mis au rebut parce que leur force de travail n'a plus cours sur le marché du profit. Devant les multiples difficultés qui les assaillent, c'est certain qu'ils sont isolés. Pour tous ceux qui luttent pour ne pas aller à l'hospice, « parce que là-bas, on est parqué comme des bêtes », avec une retraite qui, en moyenne, ne dépasse pas 700 F par mois, ce qui reste, c'est un dur combat pour subsister. Dans notre société, pour un travailleur actif, les loisirs, les occasions de partager du temps avec d'autres sont rares. Pour un retraité, la solitude, c'est le plus souvent le lot de tous les jours.

Le problème des personnes âgées, la façon dont on les traite lorsque les capitalistes n'en veulent plus, c'est une question qui suscite la colère dans notre peuple. Combien de travailleurs ne sont pas révoltés

de voir comment sont traités leurs parents. C'est bien pour cela que Simone Weil, et son bras droit Lenoir, ont sauté sur le 25^e anniversaire de la journée des personnes âgées. Il s'agit pour eux de faire croire qu'ils s'occupent du sort des masses. Ça ne va pas leur coûter cher. Dimanche, ils vont s'octroyer un petit impôt habilement prélevé. En effet, il ne faut pas s'y tromper. Ces spécialistes de charité qui s'occupent bénévolement des handicapés, des malades et des vieillards ne tombent pas du ciel. Plusieurs DS noires garées devant un hôtel particulier de la rue de Lille, un grand escalier en marbre noir qui conduit au centre opérationnel, voilà comment se présente «la Fondation de France». La direction en incombe directement à tout ce que la bourgeoisie peut compter comme re-



Fondation de France - Comité National d'Entraide
CAMPAGNE NATIONALE EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES

quins. Outre le fait qu'aucune décision ne se prend sans avis du gouvernement, on trouve, par exemple, au poste des finances du Tiers-Monde, Schuman, l'ex-ministre des affaires étrangères ou bien encore, comme administrateurs Riboud, le PDG de Danone, ainsi que Chaîne, président du Crédit Lyonnais et Pérouse, directeur général de la caisse des dépôts. La liste est longue et toute aussi éloquent. La Fondation de France n'est autre chose qu'une anti-chambre du ministère des finances. La façon dont il va procéder pour ceux collectés dimanche, ne fait pas de doute. Pour les vieux travailleurs, la lutte pour survivre ne va pas être modifiée.

Mais ce n'est pas là, bien évidemment, le but recherché par Giscard ! Pourquoi tant insister sur la nécessité de fournir aux vieux travailleurs radios et télévisions si ce n'est pour leur imposer le matraquage des sondages, des menaces de Poniatowski et Lecanuet, les campagnes racistes, les campagnes anti-jeunes... Pourquoi cette subite insistance sur la condition des vieux travailleurs, sinon pour culpabiliser les travailleurs actifs et détourner la colère des uns et des autres de sa véritable cible, la politique réactionnaire de la bourgeoisie.

Non, aider les vieux travailleurs, combattre la division entre actifs et retraités, cela ne passe pas par la charité mal ordonnée de Giscard. Jeunes et vieux, travailleurs actifs et retraités combattront cette politique de division.

Claude VILLARD

report du tiers provisionnel au profit de qui ?

Le premier tiers provisionnel de 76 sera allégé annonçant radios et journaux. On a trop l'habitude de ce genre de nouvelles pour ne pas se méfier. Cette annonce masque l'adoption d'une loi qui a de quoi nous inquiéter. Le gouvernement aura désormais la possibilité de modifier à sa guise la date et le taux des tiers provisionnels. C'est un moyen supplémentaire dont se dote Fourcade pour prélever ou injecter suivant les moyens dans les circuits économiques une masse monétaire importante. Un tel moyen, en jouant sur la consommation doit permettre selon Fourcade de relancer la machine économique, tout en modérant l'inflation.

Un tiers avancé ou majoré ça ne gênera pas ceux qui ont des gros revenus, par contre pour les travailleurs qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois, c'est la perspective de privations supplémentaires ou la menace de majorations de 10 % pour non paiement à échéance.

Dans le même temps, Fourcade tente de détourner la colère des travailleurs en prenant l'apparence d'un incorruptible sévère mais juste... Il annonce (et France-Soir d'hier en faisait sa une) qu'il va particulièrement surveiller les déclarations de revenus des «vedettes». Qu'on se rassure pour elles, on ne risque pas de les voir sur la paille, pour elles comme pour tous ceux qui vivent de notre travail, il y a mille moyens légaux pour passer à travers les mailles du fisc.

la peine de mort pour les jeunes (sondage SOFRÈS)

une campagne qui vient de loin

Quelques jours après la condamnation à mort de Buffet et Bon-temps, et avant le refus de la grâce par Pompidou, France-Soir publiait un sondage où la majorité se prononçait pour la peine de mort. Peu de temps après, Pompidou refusait la grâce et les exécutions avaient lieu.

C'est au tour de Sud-Ouest-SOFRÈS de jouer à ce petit jeu : hier, ce journal publiait un sondage d'où il ressortait que 58 % des sondés étaient partisans du maintien de la peine de mort. Bien sûr, ce sondage ne tombe pas à n'importe quel moment. Le jeune Bruno, à Beauvais, après une campagne anti-jeunes hystérique, a été condamné à mort, les procès d'assises font la une de l'actualité,

le dernier en date étant celui de Baudry et Coulon, au Mans. Entre temps, la bourgeoisie avait eu le temps de développer et de diversifier sa campagne, dont le but était crûment avoué par Poniatowski : « le laxisme (comprenez l'indulgence) de la justice compromet les bons résultats de la police ». Un des éléments de cette campagne fut le sondage du Point intitulé « crimes, l'opinion se rebiffe ». Ce n'était évidemment pas aux seuls lecteurs du Point - ceux-ci ont peur, mais ce n'est pas nouveau - que ce sondage s'adressait. Dès sa publication, il était repris par tous les moyens d'information de la bourgeoisie. Un exemple des résultats et de l'enchaînement des questions de ce sondage : 57 % des sondés trouvent que la police fait bien son

travail, 76 % que leur sécurité n'est pourtant pas bien assurée. Concluez vous-mêmes : pour que tout aille bien, il faut que la police puisse en faire plus. Puis ce fut le congrès de criminologie et sa «caution scientifique» à la terreur calculée que veulent susciter les Lecanuet et Poniatowski. Enfin, les déclarations de ces derniers, appelant à la sévérité, louant les vertus de la peine de mort... quelques jours avant le verdict du Mans. Là-dessus, la doublure de Chirac, André Bord renchérit : «les jeunes ont conquis le droit à la peine de mort».

Que les «sondages d'opinion» ne soient qu'un instrument d'intoxication, qu'un des moyens de ces campagnes que la bourgeoisie organise régulièrement, cela apparaît clairement. Bien sûr, quand la manipulation est trop flagrante, on fait parler quelques techniciens pour en démonter la soi-disant rigueur, mais ce que les techniciens ne disent pas, c'est comment sont choisis les échantillons, comment leur technique consiste précisément à formuler et à ordonner les questions de manière à ce que le résultat soit acquis d'avance.

Alors, on peut se demander quelle est cette grande peur qui agite la bourgeoisie, qui lui fait tant investir dans cette campagne multi-

forme ? Ce n'est pas dans l'augmentation de la criminalité qu'il faut chercher la réponse. Un spécialiste de criminologie, conseiller du gouvernement reconnaissait que cette progression était infime. Non, la réponse est ailleurs : elle est dans la peur d'une classe qui sent son pouvoir s'effriter, qui cherche désespérément de nouveaux moyens de le maintenir.

Eric BRÉHAT

DES «HONDA» POUR REHAUSSER LE PRESTIGE DE L'UNIFORME.

Un régiment «de circulation routière» vient d'être doté de rutilantes Honda 250. Voilà une tentative pour redonner le goût de l'armée à tous ces jeunes qui l'ont perdu. C'est bien dans ce but que cette opération a été faite : ces motards en tenue kaki sont partis pour une grande tournée, dont le but est «de prendre contact avec la population, avec les clubs de motards» - histoire de tester un peu cette fameuse solidarité inter-motards... Ces militaires dans le vent comptent même se faire héberger par l'habitant ! Pour Bigeard, tout est bon pour revaloriser la condition militaire. Qui trompera-t-il ?

UNE JEUNE APPELÉ DEVANT LE TRIBUNAL

Le 28 juin à Nancy, une prise d'arme dans la cour du 43^e RT a été interrompue par un lancé de tracts et une prise de parole contre l'embrigadement militaire et les préparatifs de l'armée à la répression des travailleurs. Arrêté sur les lieux, Gérard Bloch, un jeune soldat a été inculpé... en

vertu de la loi anti-casseurs ! Cette inculpation montre une fois de plus le sens d'une loi qui n'a servi jusqu'à présent qu'à réprimer les mouvements populaires (par exemple ceux des paysans de l'Ouest). Gérard Bloch passe ce matin au tribunal de Nancy.

Air France : " nous menerons la bataille avec force "

Jeudi 23 octobre, 10 H du matin. Nous sommes sur les Champs Elysées, pas très loin de l'Arc de Triomphe, devant le siège d'Air France. Des centaines de gardes mobiles, le fusil à l'épaule, les boucliers devant le corps, bloquent l'avenue jusque sur les trottoirs. En face, les travailleurs d'Air France (ceux d'Orly-Sud et Nord, de Roissy) et ceux de l'Aéropostale manifestent, en scandant «Air France peut payer» «l'action s'impose» «nous voulons, nous aurons satisfaction».

Leur revendications ? L'augmentation des salaires (pas d'augmentation depuis le 1^{er} janvier), les conditions de travail, l'embauche des auxiliaires, le refus du démantèlement. Nous avons interviewé un militant CGT et un militant CFDT.

INTERVIEW D'UN MILITANT CFDT (Orly-Sud)

Le Quotidien du Peuple : Vous menez la lutte depuis 15 jours ;

Gérard : ce que nous voulons, c'est déjà une augmentation des salaires, mais une augmentation uniforme et non pas une augmentation en pourcentage comme le propose la direction. Nous voulons 200 F. Depuis janvier, nos salaires n'ont pas été augmentés. Jusqu'ici la direction n'a rien voulu savoir. Ensuite, nous voulons que les saisonniers soient réembauchés. A Orly-Sud, il y a embauche de saisonniers lorsqu'il y a beaucoup de travail. Aujourd'hui, il y a moins de travail, alors on les licencie. Mais en fait, on fait le même travail. Il y a augmentation des cadences. Et puis, il faut remarquer que depuis plus de 6 mois, il n'y a pas d'embauche, nous sommes en «sous-effectif».

Q d P : où en est la lutte ? Y a-t-il des difficultés ?

Gérard : Non. Au début, c'est vrai, il n'y avait que les gars des ateliers qui étaient en grève (travail de révision des moteurs). Mais très vite on s'y est tous mis. Concrètement, nous avons bloqué les pistes à Orly, lundi, Roissy a fait de même, ils ont bloqué l'aéroport. Mardi, nous avons bloqué la Nationale 7 et les flics sont intervenus. Ce qui est positif, c'est que tous les travailleurs sont unis... Nous irons jusqu'au bout.

Après cette première discussion, un militant CGT de l'aéropostale vient nous parler.

Q d P : A l'aéropostale, quelles sont vos revendications ?

Henri : Nos revendications, ce sont les mêmes que celles des gars d'Air

France. Nous travaillons en 3x8, de nuit. Les salaires, ça va : nous faisons 2 200 F par mois.

Q d P : Ce n'est pas de trop, tout de même ?

Henri : Oui, tu as raison. En fait, sur les 2 200 F, il y a pas mal de primes ; le salaire de base, c'est 1 700 F. Et puis, surtout pour ceux qui ont des gosses. La prime aux familles de Giscard, on va pas bien loin avec...

Q d P : Par rapport à la lutte que vous menez, quelle est l'attitude de la direction ?

Henri : Une première chose, nous sommes en grève à 98 %, pour ne pas dire plus. Depuis que nous nous sommes mis en grève, il y a une semaine, la direction a fait appel à l'E.A.S. (Europe Aéro-Ser-

Q d P : Qu'est-ce que cela veut dire pour vous ?

Henri : Cela veut dire la prise en main du boulot par une boîte privée. Et pour nous, un danger de diminution du personnel au sol. Mais les mécanos licenciés, où iront-ils trouver du travail ? Pas à Air France, alors qu'ils sont déjà en surnombre. Et les navigants ? C'est la même chose.

Q d P : Aujourd'hui, comment voyez-vous la poursuite de la lutte ?

Henri : Aujourd'hui, les avions ne volent pas. Un avion de l'E.A.S. a déjà été mis en place pour pallier les difficultés. Un deuxième est attendu, mais nous empêcherons son envol, nous ferons obstruction, c'est sûr. On est décidé à ne pas se laisser faire. Les flics ? C'est une provocation, une intimidation mais



Les travailleurs d'Air France bloquent une route

vice) pour charger les avions. En fait, les dirigeants de la postale ont profité de notre grève pour avoir des contacts avec le privé. Ils envisagent de passer un contrat à long terme avec l'E.A.S.

ça ne prend pas. Depuis un an, le gouvernement cherche à intimider le peuple français par le biais du chômage, par la répression, mais ça ne marche pas.

recueilli par R. FEUILLET

PUK : DÉVELOPPER LA LUTTE SUR L'ENSEMBLE DU TRUST

2 000 travailleurs environ se sont retrouvés à Paris pour manifester au siège de Pechiney-Ugine-Kuhlman. Présence quasi-exclusive de banderoles CGT, la CFDT ayant refusé de participer à cette journée. tout de même quelques banderoles CGT-CFDT, notamment Villers-St-Paul et le Centre d'Application de Levallois. Forte délégation d'ouvriers de l'usine chimique Villers-St-Paul, où cinq délégués CGT-CFDT viennent d'être assignés au tribunal des référés par le patron. Des délégations de la chimie, Villers-St-Sépulcre, La Madeleine, Jarrie, Pierre Bénite Yvours, Port de Bouc, Oissel... et du secteur métallurgie : So-

frem, Cefilac, l'Ardoise, Ven-thon... «Non au chômage, PUK doit payer ! Emploi, Salaires, seul le combat paiera !» et «Libérez nos camarades ! Libertés syndicales», scandaient ceux de Villers-St-Paul. Thomas, PDG de PUK, refuse de recevoir une délégation de travailleurs. Seule perspective donnée par la direction de la CGT, «la représentation des travailleurs au niveau de la Holding PUK, pour que puissent s'ouvrir de véritables négociations». Dans la manifestation, on entend : «on veut monter, on veut monter». Mais pour la direction de la CGT, la manifestation est terminée, elle invite à regagner les cars. Les

travailleurs ne se décidant pas, elle propose à ceux de la chimie de se rendre au siège de la chimie PUK, Porte Maillot, et à ceux des métaux de rejoindre les cars. Belle manœuvre laissant les métallos sans perspective.

Au-delà de cette journée, au moment où les travailleurs sont en lutte comme à Wattrelos, Villers-st-Paul, Villers-St-Sépulcre... comment poursuivre l'action dans les différentes usines ? Seule l'action offensive et unie des travailleurs permettra de faire échec à la politique de chômage et d'austérité de PUK. Cette lutte est à organiser sur un front large, dès aujourd'hui.

un "Parisien" vraiment libéré ?

Hier, le Spécial Grève tiré par les ouvriers en grève du PARISIEN LIBÉRÉ est reparu sous une forme inhabituelle. Amaury ne s'y est pas trompé en barrant son torchon du jour d'un label tricolore («votre vrai P.L.»). Ce Spécial-Grève, tiré en douze pages à l'imprimerie occupée est-il la réponse à l'aspiration de plus en plus nette des travailleurs du Livre à sortir (à l'image de «Ouest-Licenciement» décrié par la Fédération - cf. QdP du 22/10), un Parisien des travailleurs, un «Parisien» enfin «libéré» ! En fait, la FFTL (seule responsable de la conception du journal) en a volontairement atténué la portée en entourant le titre (repris) du Parisien Libéré dans une phrase précautionneuse, qualifiant ce journal de simple «tract». Par ailleurs, en fait de tribune pour les ouvriers en lutte, on n'a qu'une «Vie Ouvrière» (organe hebdomadaire habituel de la CGT) mal ficelée. Ce Parisien là, s'il est «libéré» d'Amaury, ne l'est pas, par contre, du P.C.F. : des coups d'encensoir à R. Leroy et H. Fiszbín, députés révisionnistes, à la glorification de la «relance de la consommation»... tout y passe ! Ce Parisien, c'est celui du programme commun, et non l'outil pour la lutte que, depuis des mois, de nombreux travailleurs du Livre attendaient.

« Des ouvriers du «PARISIEN LIBÉRÉ» (rue d'Enghien) nous ont déclaré, à propos de la sortie du «P.L.-Spécial Grève» du 23/10 :

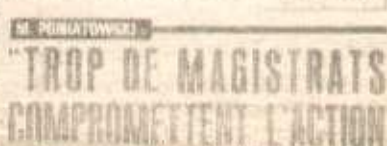
LUCIEN : « Quand je suis arrivé à l'imprimerie, mercredi à 11 h., les gars m'ont dit : on tire un Parisien des grévistes, on le distribue demain. Moi, ça m'a plutôt surpris. Bien sûr, pour le tirer ou pour nettoyer les bécanes, tout le monde s'y est mis ; tout le monde était dans le coup. On a distribué ce matin aussi, tous ensemble, dans les gares de banlieue (en Seine-St-Denis, Seine-et-Marne...). Mais pour le contenu, c'est autre chose ! Ça, c'est pour les délégués. Les idées, les articles et même le coup de sortir le journal maintenant, c'est le Comité Intersyndical qui en a, paraît-il, discuté avec le gars de chez nous qui était chargé du «SPECIAL-GREVE» avant... »

PIERRE : « Pendant longtemps, on nous a dit (enfin la FFTL nous a dit) qu'au Parisien, on ne pourrait pas redémarrer le tirage facilement, que les bécanes étaient à réviser. Ils disaient surtout ça après qu'on ait discuté, par exemple en juillet à la Tour Eiffel, avec les gars de Caron-Ozanne. Ce que je ne comprends pas, c'est le bazar qu'on a fait autour de «Ouest-Licenciements», qu'il était ceci ou cela. Maintenant, nous aussi on sort un «Parisien en grève» et tout le monde applaudit, avec la FFTL qui a même l'initiative là-dessus. Alors, il y a des gars comme moi qui ne s'y retrouvent plus tellement.

Les travailleurs, en lutte, de l'entreprise



VOICI VOTRE VRAI PARISIEN LIBÉRÉ



en haut : celui de la FFTL
en bas : le «vrai», celui d'Amaury

En 12 jours on a tout remis en état. On a tiré avec ce qui restait de papier plus celui qui a été fourni par ailleurs pour pouvoir tirer à un million et le faire passer dans toute la France et pas seulement dans une manif comme les Spéciaux d'avant. Seulement tout ça on l'a fait sans rien dire, par ce que la Fédé craignait des fuites, qu'elle disait. Mais ça, c'est pas bien normal : c'est la grève à tous les gars du P. L., pas seulement aux délégués ou à quelques types à la coule. Enfin, pourvu que ça serve la grève, c'est surtout ce qui compte. C'est ça qu'on va voir à partir de maintenant. »

en bref

ABATTOIRS EN GRÈVE

Pien et Glasnon : ce sont des abattoirs industriels qui emploient plus de 600 travailleurs. Des salaires très bas : certains touchent moins de 1 200 F pour 40 H et les heures du dimanche sont payées 7 F. Parfois, on leur fait faire 50 H et plus. Il y a des femmes, des jeunes mais aussi plusieurs dizaines de travailleurs immigrés.

La grève a démarré la semaine dernière pour un augmentation de salaire et le troisième mois.

RECONTRE DES «MINI-LIP»

Samédi 25 et dimanche 26 octobre, se tiendra, à Besançon, la rencontre des «mini-Lip», à l'appel des travailleurs de Lip, Manuest, Annonay, Rateau, Teppaz, Caron-Ozanne, Everwear et Cip-Bailleul. Cette réunion a pour but que s'échangent les multiples expériences de luttes, que se confrontent les idées sur l'offensive ouvrière à mener aujourd'hui. Une brochure sera ensuite éditée afin de faire connaître largement le contenu des débats.

LISIEUX : LEROY DOIT PAYER

Chez Leroy, fabrique de contreplaqué à Lisieux (Calvados) qui emploie 850 travailleurs, les délégués syndicaux déposaient un cahier de revendications, début septembre : 5 % d'augmentation, et le troisième mois complet. Le patron finit par lâcher 4 %, mais rien sur le reste. Les ouvriers continuent à exiger 6 % au 1^{er} octobre, le troisième mois et une prime d'équipe. Le vendredi 10 octobre, l'équipe d'après-midi se met en grève. Le lundi, la grève est décidée par l'écrasante majorité, et le lendemain, le centre administratif est bloqué par le piquet de grève. Depuis, l'usine est occupée 24 H sur 24, avec un piquet en permanence.

ROCHLAND-HESSTON (La Roche-sur-Yon)

Après avoir annoncé 63 licenciements et mis sur pied un plan de restructuration, la direction de cette entreprise de matériel agricole annonçait récemment la mise au chômage partiel de 72 travailleurs. Immédiatement, les travailleurs ripostent par la grève illimitée et l'occupation des locaux (un vote de plus de 95 % des ouvriers sanctionne cette décision).

politique

LE RASSEMBLEMENT DU P«C»F A LA PORTE DE VERSAILLES

quelles libertés défend le p«c»f ?

Au fur et à mesure que les travailleurs, rejetant le chantage à la crise, ont engagé les luttes ; d'abord à Renault, puis à Usinor, Chausson, Les Câbles..., la bourgeoisie, craignant une extension du mouvement a employé les moyens répressifs les plus brutaux :

- Milices patronales, chiens policiers, nervis fascistes.
- Interventions systématiques des CRS contre les grévistes (Usinor, Bourgeois, Les Câbles, Chausson...) et tout dernièrement au dépôt SNCF de Toulouse, à Fougères, blessant une ouvrière.
- Licenciements de grévistes (Renault, Usinor, Les Câbles, Chausson...)

Les licenciements de délégués ou responsables syndicaux, ou les sanctions à leur égard deviennent maintenant pratiques courantes. Dans la dernière période, une campagne réactionnaire est orchestrée directement par le gouvernement dans la prévision d'un affrontement massif avec la classe ouvrière.

Il s'agit en premier lieu de discréditer les mouvements sociaux, les luttes des travailleurs en pratiquant l'amalgame avec la délinquance ou le désordre gratuit.

Il s'agit de préparer les gens à des interventions policières massives : présentation des flics sous un jour favorable ; appel à la délation, à la coopération des « honnêtes gens » avec la police : comme en Allemagne, la bourgeoisie française espère pouvoir utiliser systématiquement la délation contre les révolutionnaires. On habitude à la présence massive des flics : opération « coups de poing », patrouilles dans le métro...

Il s'agit enfin, prenant prétexte du développement de la délinquance, pur produit du capitalisme, de renforcer considérablement les forces répressives (+15 % pour le budget du ministère de l'intérieur).

Aussi la bourgeoisie n'a pas d'autres recours, de plus en plus, que de dévoiler sa dictature de classe. C'est précisément parce qu'aujourd'hui les masses ne se retrouvent pas dans les propositions lénifiantes des révisionnistes du P«C»F et entendent engager une lutte intransigeante contre la bourgeoisie, c'est précisément parce que cette dernière ne peut plus faire confiance au P«C»F et aux directions syndicales réformistes pour contrôler et ramener dans le « bon chemin » le mouvement qui se prépare, que la classe dominante sort les griffes.

Ce ne sont pas évidemment les Séguy, les élus du P«C»F ou l'appareil révisionniste qui sont visés par la répression, mais le mouvement ouvrier et les révolutionnaires porteurs de ses aspirations. Aussi y a-t-il une certaine imposture des révisionnistes à se présenter comme les victimes du pouvoir bourgeois. Et il est surtout comique de voir leur gesticulations (affaire Trigon, Marchais à la gare de Lyon) pour créer une telle illusion ; suivant la porte que l'on choisit, on s'adresse aux travailleurs... ou l'on est victime de la répression.

Le but que se fixe le P«C»F par cette campagne est double :

• D'une part, se poser en défenseur des travailleurs tout en étouffant leur volonté de lutte.

• D'autre part, rassurer la petite bourgeoisie sensible au danger que représenterait le P«C»F pour les libertés.

La multiplication des réunions organisées dans les entreprises ou à leurs portes (auquel les mésaventures de Marchais, plus que les foules rassemblées, ont donné un certain écho) montre clairement que cette campagne fait partie de tout l'effort entrepris par le P«C»F, depuis avril 1975 notamment, pour intensifier son travail « d'explication » dans les usines.

Les dirigeants révisionnistes ont conscience de la désaffection croissante des travailleurs à leur égard : avatars de l'Union de la gauche, indifférence vis à vis du programme commun, manque de confiance dans les perspectives immédiates ne correspondant pas à la volonté de lutte.

Aussi le P«C»F cherche à se prémunir contre un double danger : - que les travailleurs s'émancipent encore plus de sa tutelle et se tournent vers les révolutionnaires et notamment notre Parti ;

- secondairement que le PS trouve un terrain fertile dans les difficultés des révisionnistes pour développer leur influence.

Le P«C»F ne peut donc plus se contenter des relais syndicaux ou d'une influence diffuse. Il doit accroître sa pression, tout faire pour imposer son point de vue réformiste et défaitiste aux travailleurs. D'où l'effort pour monter des cellules d'entreprise, pour élargir son travail de propagande dans les usines, pour confier aux délégués syndicaux membres du P«C»F des tâches politiques, etc...

ÉLUDER LES PROBLÈMES DE L'HEURE

Dans cette situation défensive, de repli, le P«C»F a une marge de manœuvre très étroite : il lui faut maintenir son influence tout en évitant, à tout prix, un mouvement d'ensemble qui contribuerait largement à le balayer.

Dans ce cadre, le thème des libertés a un double intérêt pour le P«C»F :

• c'est une question qui préoccupe à juste titre les travailleurs,

• cela permet, en centrant toute l'attention là dessus, de rester extrêmement flou sur les problèmes cruciaux de la lutte contre le chômage et la restriction du pouvoir d'achat.

Les révisionnistes, en ce début d'année, sont muets comme des carpes sur les objectifs de lutte.

Séguy, à part des boutades laborieuses sur le tunnel de Chirac et les démolisseurs de l'économie nationale, n'a présenté aucun plan cohérent pour engager la lutte en septembre-octobre.

Quant au prétendu programme de lutte présenté par Marchais le 8 août, il n'a débouché jusqu'à présent sur aucune initiative d'envergure.

Ainsi la campagne des libertés, dans la mesure où elle permet au P«C»F d'éluider la question de l'offensive d'ensemble à préparer contre la bourgeoisie, est un moyen de diversion, un moyen pour faire patienter les travailleurs.

La lutte contre la répression patronale et gouvernementale ne peut être efficace qu'autant qu'elle est liée à une mobilisation générale des travailleurs contre la politique de chômage et d'austérité de la bourgeoisie.

Les travailleurs le savent bien. Dans une usine, ce n'est pas lorsque l'on n'a pas pu construire un rapport de force suffisant pour imposer les revendications essentielles à la direction, que l'on se trouve en état de défendre efficacement les libertés acquises dans l'entreprise ; au niveau national, c'est la même chose.

Aussi, tout porte à croire que, à l'issue de cette campagne, on aura beaucoup parlé de Marchais, du P«C»F, de Trigon et des libertés, mais que bien peu de choses auront changé pour les travailleurs.

LA COMPÉTITION AVEC LES AUTRES PARTIS BOURGEOIS

Le but second du P«C»F, c'est de rassurer une partie de l'électorat, notamment la petite bourgeoisie.

Marchais le dit clairement : « Les échéances électorales se présentent dans quelques temps, et nous savons que c'est sur ce terrain que nos adversaires vont tenter d'abuser l'opinion publique. »

le P«C»F contre les révolutionnaires

« Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits » (art. 18). Les révisionnistes exècrent tellement l'idée même de la révolution qu'ils mettent dans le même sac la juste violence révolutionnaire et la violence réactionnaire. On se souvient que les révisionnistes, en mai 68, et en 70, n'ont cessé d'intervenir auprès du gouvernement pour obtenir l'interdiction d'organisations se réclamant de la révolution en France.



Le saccage par les révisionnistes d'un meeting des marxistes léninistes : ils ont déchiré la photo d'Ho-Chi-Minh

Certes, la répression brutale est et sera réservée à la classe ouvrière, aux révolutionnaires et non aux révisionnistes.

Mais il est vrai aussi, dans le cadre de la concurrence entre partis bourgeois, que les partis au pouvoir manient le thème des libertés contre le P«C»F, poursuivant un double objectif :

- restreindre l'influence du P«C»F auprès des couches petites bourgeoises ou même d'éléments peu avancés du prolétariat,

- favoriser le développement du PS et créer les conditions politiques pour élargir au PS la coalition gouvernementale en place.

D'où toutes les tentatives du P«C»F pour se justifier sur ce

DES PAROLES

AUX ACTES



Le service d'ordre du P«C»F agresse des militants du FRAP et de l'ETA

« Chacun est libre de parler, d'écrire, d'imprimer, d'éditer, de publier, de faire représenter » (art 57 de la charte des libertés). Voilà certainement qui fera doucement sourire les ouvriers de Caron Ozanne qui n'ont pu tenir un stand à la Fête de l'Huma sous prétexte qu'ils représentaient un autre « courant politique ». Les éditeurs bourgeois ont le droit d'y vendre les livres les plus réactionnaires, mais le P«C»F, parti des libertés, interdit la « fête des libertés » aux ouvriers en lutte, comme il l'avait fait il y a 2 ans, pour les LIP qui n'avaient pas eu le droit de vendre leurs montres.

Nous espérons aussi de tout notre coeur que M. Marchais ira expliquer la portée de cet article au S.O. du P«C»F qui le 4 octobre attaqua avec rage les diffuseurs du « Quotidien du Peuple » ou d'autres journaux.

« Le droit de manifester sur la voie publique et le droit de réunion sont garantis à tous » (14) ...comme le montre d'une manière éloquent l'odieuse agression du S.O. révisionniste, le 29 septembre, contre le cortège du F.R.A.P. et de l'E.T.A. Quand au droit de réunion : que nos lecteurs qui habitent dans une banlieue révisionniste demandent une salle à la mairie pour organiser une réunion du P.C.R.

« Les droits d'organisation et d'expression des partis politiques sur le lieu de travail sont reconnus et garantis. » ... comme le montre, par exemple, les agressions dont furent victimes nos camarades à la porte de chez Renault (par Sylvain lui-même) ou à Gennevilliers pendant la grève de Chausson.

La position des révisionnistes est claire : pas de libertés pour les vrais communistes, pour les travailleurs révolutionnaires qui s'organisent. Extension des libertés pour la bourgeoisie et les partis bourgeois, dont eux mêmes.

terrain, pour se démarquer des aspects les plus saillants de la dictature social-impérialiste régnant en Union Soviétique (à ce propos, il est comique de constater que le point 5 de la Charte des Libertés porte sur ... les hôpitaux psychiatriques : une question bien de chez nous !), pour se donner une image de bon démocrate bourgeois.

La Charte de Libertés est éloquent à ce propos. Certes, elle contient certains points positifs, par exemple l'extension du droit syndical aux petites entreprises, ou l'interdiction du lock-out.

Mais avant tout, elle vise à donner des gages de bonne volonté aux exploiters, à préserver la liberté de la bourgeoisie contre le prolétariat. Par exemple, comment s'acheminer vers l'expropriation des capitalistes alors qu'on affirme le droit inaliénable de la propriété, moyens de production compris.

Les révisionnistes le disent eux mêmes, ils sont contents de l'accueil qu'a reçu leur charte : « L'Aurore » l'a trouvée « Excellente » !

le petit sottisier du crétin parlementaire

Voilà ce que prônent, dans le cadre du système capitaliste, les révisionnistes : « l'organisation régulière d'élections au suffrage universel libre, égal et secret permet au peuple, ... de déterminer souverainement et démocratiquement la politique de la Nation » (art.66). La preuve, depuis des dizaines d'années la domination d'une minorité capitaliste sur la majorité du peuple exploité.

« La loi est l'expression de la volonté du peuple » comme le confirme toutes les lois anti-grève, anti-ouvrière, votées régulièrement depuis plus de 150 ans au parlement.

« L'armée est au service de la nation entière ». « La police doit rester en permanence au service du peuple »... sans commentaires...

bloc-notes

les contrôles d'identité

Poniatowski n'a pas renoncé à son quadrillage policier. Dans le cadre des opérations « coup de poing », la police multiplie les contrôles et les vérifications d'identité. A-t-elle le droit de le faire ?

POLICE ADMINISTRATIVE ET
POLICE JUDICIAIRE

La distinction fondamentale en ce qui concerne la police est la distinction entre les actes de police judiciaire et les actes de police administrative. Les premiers ont pour but de constater une infraction, d'en rechercher les auteurs et de les traduire devant les tribunaux. Les seconds ont au contraire pour but le maintien de l'ordre public et la prévention des infractions qui pourraient éventuellement se commettre. Par exemple, poursuivre et arrêter un voleur de voitures est un acte de police judiciaire, mais faire une patrouille en ville est un acte de police administrative. Mais cet acte de police administrative peut très bien devenir un acte de police judiciaire : il suffit par exemple que les flics voient quelqu'un fracturer une vitrine et essaient de l'arrêter. Or elle est très importante, car les flics n'ont pas du tout les mêmes droits suivant qu'il s'agit de police administrative ou de police judiciaire.

LES VÉRIFICATIONS D'IDENTITÉ

Quand un flic vous demande vos papiers, vous n'êtes théoriquement pas obligé de les présenter. En fait il vaut mieux le faire. De même la carte d'identité n'est pas obligatoire en France, mais il vaut mieux la présenter. Sinon dans les deux cas précédents, les flics peuvent vous emmener au poste pour vérifier votre identité. Si c'est un civil qui vous demande vos papiers, vous avez le droit de refuser tant qu'il ne vous a pas lui-même présenté sa carte de police. D'autre part, les flics peuvent demander votre profession, mais ils ne peuvent vous demander où vous travaillez.

Si vous présentez une carte d'identité en règle, il faut distinguer s'il s'agit d'une opération de police judiciaire ou administrative. S'il



s'agit d'une opération de police judiciaire (par exemple, vous vous trouvez sur les lieux où a été commis un meurtre) les flics ont le droit de vous retenir pour vérifier votre identité. Souvent cela est un premier pas vers une garde à vue. De même en cas de flagrant délit, ils ont ce droit. Ils en profitent : ainsi les flics se servent de cette notion de flagrant délit pour « interpellé » des diffuseurs de journaux ou de tracts (défaut d'autorisation de colportage pour les journaux ; contenu délictueux pour les tracts).

Par contre, dans le cadre d'une opération de police administrative, les flics n'ont absolument pas le droit de vous emmener au poste si vous avez présenté des papiers en règle. Par exemple, on peut considérer qu'une vérification massive d'identité dans les rues menant à un point de rendez-vous de manifestation, en ce qu'elle est systématique et ne vise pas à arrêter des auteurs d'infraction mais à intimider les manifestants, est une opération de police administrative. On peut aussi considérer que les opérations « coup de poing » sont de la police administrative.

QUE FAIRE EN CAS DE
VÉRIFICATION D'IDENTITÉ ?

Si dans le cadre d'une opération de police administrative, et après avoir présenté des papiers en règle, les flics décident de vous emmener au poste quand même, ils commettent une arrestation illégale, qui peut même être considérée comme une séquestration, et tombent sous le coup de l'article 136 du Code de Procédure Pénale. Malheureusement vous ne pouvez pas refuser de les suivre : il faut leur faire remarquer qu'ils commettent une arrestation

illégale. Il faut être très prudent au niveau du langage, car l'astuce utilisée par les flics est de prétendre qu'il y a eu rébellion, injures à agent, voire même coups à agent. En ce cas, ils se trouvent dans une opération de police judiciaire, et peuvent vous emmener.

Par contre, les flics n'ont absolument pas le droit de faire une fiche anthropométrique (photo, empreinte). Vous avez le droit de vous y refuser. Une fois sorti, il faut porter plainte auprès du procureur de la république du lieu où a eu lieu la séquestration arbitraire. Pour éviter que la plainte soit rejetée, il faut faire une plainte contre X, et se constituer partie civile (il faut en général verser une garantie), pour empêcher le procureur de classer la plainte. Il faut exiger un maximum de dommages et intérêts. On peut même éventuellement baser la plainte, en plus de l'art. 136 du Code de Procédure Pénale, sur la loi anti-casseurs. On peut même écrire à l'Inspection Générale des Services, au ministère de l'Intérieur : ça ne sert à rien, mais ça les embête.

Il convient cependant de ne pas se faire d'illusion. Les tribunaux font tout ce qui est en leur pouvoir pour ne pas condamner les flics. Pour cela, ils jouent au maximum sur le caractère embrouillé de la distinction entre police administrative et police judiciaire. Par exemple en janvier 1973, dans l'affaire Friedel, la Cour de Cassation a réaffirmé que la détention pour vérification d'identité en cas d'opération de police administrative est interdite, mais elle a trouvé un biais pour dire que dans ce cas-là c'était de la police judiciaire.

Y. BEAUMONT.

mercredi soir sur A 2

KOVACS ET HIDALGO
LE CHANGEMENT

DANS LA CONTINUÏTÉ.

Nous avons assisté au match de football St. Etienne - Rangers de Glasgow, puis au débat où étaient invités Kovacs et Hidalgo. Il est heureux pour Kovacs et ses compères que St. Etienne ait gagné par 2 à 0, sinon le débat aurait mal été lancé. En effet, le but de cette émission était de montrer le bilan positif de l'actuel entraîneur de l'équipe de France, et d'essayer de montrer que le football Français n'était en fin de compte pas si mal que ça.

Pour ces messieurs, le sport ne se conçoit que s'il est pratiqué par une élite ; les amateurs, ça ne les intéresse pas, sauf, comme disait Kovacs, s'il y a dedans de « bons professionnels » qui s'ignorent.

Le mépris qu'ils ont montré pour l'amateurisme est une provocation auprès du million de licenciés de la Fédération Française de football, appuyé aussi par l'I.F.O.P. qui réalisa un sondage sur l'attitude des téléspectateurs devant le match, en passant sous silence l'intérêt des masses pour le sport, que ce soit les équipes d'entreprises ou locales.

On veut nous faire croire que l'intérêt pour le sport se limite à le regarder à la télévision. C'est une manière de justifier ainsi la nécessité de développer le professionnalisme. Courbettes, flatteries, sourires et hypocrisies ont été la dominante de cette émission et nous a permis de mieux nous rendre compte de ce que pourra être le travail d'Hidalgo à la suite de Kovacs : le changement dans la continuité !

Quand au match lui-même, il fut dans l'ensemble assez décevant. On a vu pendant une heure trente les écossais jouer au football défensif pour ne pas encaisser de but, tactique encore pas très au point chez eux, étant donné qu'ils en ont encaissé 2. Mais ne nous trompons pas, au match de retour, c'est l'inverse qui se produira : les Stéphanois joueront à leur tour la défense pour garder leur avantage. Ce football détruit tout intérêt pour ce sport car c'est la prime de match qui est mise au poste de commande. Néanmoins, nous avons pu assister, à la fin de la première mi-temps, à un beau jeu ; mais hélas de courte durée étant donné que toutes les actions, dans l'ensemble, ne résultaient pas d'un véritable jeu d'équipe construit, mais d'actions centrées autour des vedettes telles que Revelli, Janvion, etc...

José GARCIA

télévision

programme

VENDREDI 24 OCTOBRE

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'EULEUSIS
20 h 00 - JOURNAL
20 h 35 - AU THÉÂTRE CE SOIR : « chat en poche »
23 h 10 - JOURNAL et fin

A 2
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA MORT D. UN TOURISTE
21 h 30 - APOSTROPHES : émission de Bernard Pivot
22 h 35 - CINÉ-CLUB : « le signe de Zorro »
00 h 10 - JOURNAL et fin

FR 3
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE : « la CFDT »
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - CIVILISATION : série de 13 émissions de Kenneth Clark
21 h 20 - MAIS C'EST DE L'HOMME QU'IL S'AGIT
22 h 05 - JOURNAL et fin

SAMEDI 25 OCTOBRE

TF 1
14 h 05 - LA FRANCE DÉFIGURÉE
14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX
20 h 00 - JOURNAL
20 h 35 - NUMÉRO UN
21 h 30 - PEYTON PLACE : feuilleton
22 h 15 - LES COMIQUES ASSOCIÉS
22 h 40 - JOURNAL et fin

A 2
14 h 05 - SAMEDI DANS UN FAUTEUIL : films, sports, ...
18 h 00 - CLAP : séquences de films
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC : jeu
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - TRENTA ANS OU LA VIE D'UN JOUEUR : mélodrame
22 h 10 - DIX DE DÉR : variétés
23 h 40 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UN HOMME, UN ÉVÈNEMENT
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - THALASSA
20 h 30 - APRÈS LA CHUTE : pièce d'Arthur Miller
22 h 35 - JOURNAL et fin

DIMANCHE 26 OCTOBRE

TF 1
13 h 00 - JOURNAL
13 h 20 - LE PETIT RAPORTEUR
14 h 05 - LES RENDEZ-VOUS DU DIMANCHE : variétés
17 h 05 - LA VIE A BELLES DENTS : Film américain de Walter Lang (1959), version française
18 h 45 - LES ANIMAUX DU MONDE
19 h 15 - LES FAUCHEURS DE MARGUERITES : Feuilleton
19 h 45 - JOURNAL
20 h 35 - LA RIVIÈRE ROUGE : Film de Howard Hawks (1948)
22 h 35 - HOMMAGE A SAMSON FRANÇOIS
23 h 30 - JOURNAL et fin

A 2
13 h 00 - MIDI 2
13 h 45 - L'ALBUM DE BERNARD FRESSON
14 h 05 - MONSIEUR CINÉMA : jeu
14 h 50 - SCARAMOUCHE : film d'Antonio Isasi Isasmendi
16 h 25 - TIERCÉ A LONGCHAMP
16 h 30 - MAGAZINE
17 h 00 - LE MONDE VIVANT
17 h 35 - L'AMI PUBLIC N°1
18 h 30 - SPORTS SUR L'A 2
19 h 20 - SYSTÈME 2 : variétés
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SYSTÈME 2 (suite)
21 h 40 - LES NOUVELLES AVENTURES DE VIDOCQ
22 h 40 - JOURNAL et fin

FR 3
19 h 00 - LA CLOCHE TIBÉTAINE
19 h 55 - SPÉCIAL SPORTS
20 h 05 - LES SECRETS DE LA MER ROUGE : feuilleton
20 h 30 - HIÉROGLYPHES
21 h 25 - JOURNAL et fin

(A suivre)

feuilleton

Résumé

Norbert s'est embauché dans un atelier de tissage. Il raconte la vie des jeunes ouvrières qui travaillent avec lui.

Elles se placent en apprentissage pour quatre ans, tandis que pour fabriquer du satin ou du taffetas, quatre mois suffiraient.

Ce sont presque toujours les filles de quinze ans que l'on embauche ; les premiers six mois, on ne leur fait faire que le ménage et les cannettes ; le dimanche matin, on les mène à la messe de six heures, puis on les fait rentrer à l'atelier pour le restant de la journée, parce qu'elles pourraient faire des connaissances et se marier ce qui ne ferait pas le compte du patron. Ce dernier emploie tous les moyens pour les garder longtemps et en extraire le plus de profit possible. En travaillant dix-sept heures par jour dans des ateliers souvent malsains, où ne pénètrent jamais les rayons bienfaisants du soleil, la moitié de ces jeunes filles deviennent pottrinaires avant la fin de leur apprentissage. Lorsqu'elles se plaignent, on les accuse de faire

memoires et aventures
d'un prolétaire

des grimaces ; on les excite au travail en flattant toujours la plus habile ; enfin lorsqu'elles ne peuvent plus travailler, on leur fait entendre qu'elles ont peut-être commis des imprudences. On envoie celles qui ont leurs parents à la campagne, se rétablir dans leur famille, mais il est souvent trop tard ; la rapacité du patron les a retenues trop longtemps sans soins. Quant à celles qui n'ont pas de parents ou qui sont trop pauvres, on les expédie à l'hôpital : elles sortent rarement vivantes ou si elles en réchappent, c'est pour rester malades toute leur vie. Leur chambre à coucher est une soupenne généralement sale et infectée de vermine où la poussière des métiers monte continuellement. Pour donner du brillant à la soie, la chimie emploie toutes sortes d'ingrédients, du mercure, de l'arsenic et jusqu'au sublime corrosif. Ces jeunes filles respirent nuit et jour ces émanations malsaines et c'est là ce qui fait perdre leurs couleurs et les mène à la phthisie.

Je fis la connaissance de ma femme, chez un ancien ami d'Afrique. Elle était tisseuse comme moi. Il y a deux catégories d'ouvrières en soie ; celles qui ont leur chambre particulière et celles qui sont logées par leur patron ; ces dernières passent pour plus respectables. Je fus agréé, suivant l'usage, pour faire la cour à ma fiancée. Son patron était un chef d'atelier qui avait amassé une petite aisance à l'aide de sept à huit ouvrières ; sa femme était bonne ménagère ; lui n'était pas travailleur, mais il était roublard et il avait que ce n'était pas le travail qui rapportait le plus. Avec les 6 000 francs de dot de sa femme, il avait constamment joué à la bourse avec succès. De ses deux fils, l'aîné, âgé de 26 ans, revenait de l'expédition chinoise où il avait assisté au pillage du Palais d'Été. Les Anglais avaient toujours été de l'avant et n'avaient laissé aux Français que les bribes du butin qu'ils avaient dédaignés. Les Français n'ont donc pas participé au pillage,

de Norbert
Truquin

lui demandai-je ? Si fait, me dit-il, mais tout ce qui avait de la valeur avait été rafié par les Anglais.

Qu'est-ce que les Français ont fait de leur butin ?

Le général Palikao fit tout mettre en dépôt, déclara qu'il préviendrait le ministre de la Guerre et qu'ensuite chacun serait mis en possession de ce qu'il lui appartenait !

- Avez-vous mis quelque chose pour votre part ?

- Je me suis approprié un étui rempli de parfums et orné de fines cisèlures ainsi que divers autres objets d'une valeur plus ou moins grande.

international

SAHARA OCCIDENTAL

La préparation de la marche d'invasion du Sahara Occidental organisée par Hassan II se poursuit. Plus de 600 000 personnes se seraient déjà inscrites comme volontaires pour la marche. De l'autre côté, l'Espagne renforce les champs de mines à la frontière, sur le parcours de la marche.

De part et d'autre, on semble préparé à l'épreuve de force, pour se trouver dans la meilleure position dans les négociations dont les préparatifs se poursuivent.

Après le voyage du ministre de la Phalange au Maroc, une haute personnalité marocaine est attendue à Madrid. Hassan II a annoncé à la télévision américaine qu'il pourrait ajourner la marche, si l'Espagne acceptait d'ouvrir immédiatement des négociations.

L'intervention américaine est de plus en plus visible. Hassan II demandait la présidence des Etats Unis pour les négociations. Kissinger a dépêché son sous-secrétaire d'état au Maroc, qui déjà se déclare optimiste sur la possibilité d'un règlement négocié. Et les Etats Unis ne manquent pas de moyens de pression, ni sur le Maroc, ni sur l'Espagne. Reste à savoir si les enchères ne seront pas montées trop haut pour que la négociation aboutisse.

En massant 26 000 soldats à la frontière entre Maroc, Mauritanie et Algérie, en menant une intense campagne anti-algérienne, Hassan contribue, en outre, à tendre la situation entre les pays du Maghreb.

**TIMOR EST
invasion indonesienne**

Hier, nous avons rendu compte de la première phase des préparatifs de l'invasion de timor-Est par l'Indonésie, avec le soutien de l'Australie et des réactionnaires portugais. Nous achevons aujourd'hui cette brève présentation des événements.



Dès le 17 octobre, les troupes indonésiennes étaient repoussées de presque tous les points qu'elles avaient envahis. Le peuple de Timor ne laissera pas envahir son territoire. Le FRETILIN dénonce la position du gouvernement portugais qui continue de refuser de négocier avec le seul représentant du peuple de Timor, et de reconnaître l'indépendance. C'est un soutien direct à l'agression indonésienne.

**LA LUTTE POUR
L'INDEPENDANCE
ECHEC DU COUP DE FORCE
DE L'UDT**

Le 20 septembre 1974, à l'appel du FRETILIN une manifestation de 15 000 personnes a lieu à Dilli, la capitale, contre le projet d'intégration et pour l'indépendance, isolant du même coup l'APODETI. A partir de ce moment l'UDT reçoit un appui massif de Lemos Pires, gouverneur portugais, préparant un coup de force. Les membres de l'UDT sont armés par les forces

portugaises, certaines unités de soldats d'origine timoraise sont favorables au FRETILIN sont dissoutes. Le 10 août 1975, l'UDT change de stratégie en prétendant exiger l'indépendance immédiate et fait un coup d'état. Dès le premier jour, il y a plus de cent morts. De nombreux sympathisants du FRETILIN sont emprisonnés. La riposte du peuple de Timor-est sous la direction du FRETILIN est immédiate: les troupes d'origine timoraise rejoignent le FRETILIN, constituant le noyau de l'armée de libération. Le 26 août, le FRETILIN contrôle Dilli, les forces de l'UDT encadrées par des d'intervention australienne au Viet Nam, sont défaits dans tous les points du territoire. Les forces portugaises devaient se réfugier sur une petite île au large de Timor. Le 25 septembre, la dernière ville, Batugade, proche de la frontière indonésienne, est libérée. Le 14 octobre le FRETILIN établit une administration provisoire, préparant la proclamation de l'indépendance.

**L'INTERVENTION
INDONESIENNE**

Dès le mois de septembre l'Indonésie avertissait qu'elle ne supporterait pas que le FRETILIN prenne le contrôle de toute la colonie portugaise. L'UDT se réfugie à Djakarta et se transforme en « Mouvement Anti Communiste » (MAC), d'où elle prépare avec l'APODETI une intervention à Timor. Des navires indonésiens patrouillent au large de l'île pour empêcher les contacts de Timor avec l'extérieur. Des troupes indonésiennes se massent à la frontière. Des mercenaires armés par l'Indonésie s'infiltrèrent: le 9 octobre c'est l'attaque de la ville de Batugade avec des armes lourdes appuyées par des hélicoptères et des bombardements de la marine indonésienne. Cette première attaque était repoussée.

L'agression du 16 octobre marque un pas important dans l'intervention directe de l'Indonésie. La riposte du peuple de Timor détruit les arguments selon lesquels un peuple qui n'a pas pris les armes avant le 25 avril 1974 n'a pas droit à l'indépendance, argument du gouvernement portugais et du gouvernement indonésien. Le peuple de Timor a conquis son indépendance. Mais toujours le menace l'Indonésie, tacitement encouragée par le gouvernement portugais.

Grégoire CARRAT

UDT : Union Démocratique de Timor
APODETI : Association Démocratique du Peuple de Timor
FRETILIN : Front Révolutionnaire de Libération Nationale de Timor Est

en bref..

**GRECHKO INSPECTE
LES FORCES SOVIETIQUES
EN RDA**

Grechko, ministre de la défense soviétique vient de faire une tournée d'inspection auprès d'unités soviétiques stationnées en République Démocratique Allemande. D'après « Krasnaya Zvezda », publication du ministère de la Défense, il « s'est informé des conditions de fourniture matérielle et technique, a examiné les préparatifs de combats des corps de tanks, assisté aux manœuvres des forces aériennes, et écouté un rapport sur l'exécution des plans pour les préparatifs de combats et du plan pour la formation politique ».

« Le danger de guerre est exclu de la vie des nations européennes », déclarait Gromyko à l'ONU. On voit que la politique soviétique conduit à l'inverse. L'URSS continue à se donner les moyens du chantage à la guerre : 345 000 hommes stationnés en RDA, 660 000 dans les pays d'Europe de l'Est au total. Récemment, ces unités ont été équipées de nouveaux tanks plus perfectionnés que ceux qui ont envahi la Tchécoslovaquie en 1968. La paix, selon les Soviétiques, c'est que les pays d'Europe les laissent s'armer sans broncher.

**RFA :
1 MILLION DE CHOMEURS**

Tout en annonçant la reprise, le gouvernement social-démocrate a avoué que le nombre des chômeurs ne diminuerait pas en 1976 et qu'il serait en moyenne de 1 million. En réalité, cette moyenne veut dire que la plupart du temps, les chômeurs seront plus nombreux.

**SENEGAL :
MITTERRAND EN VISITE**

Mitterrand est au Sénégal en visite officielle de trois jours. Sans doute pourra-t-il féliciter Senghor, président du Sénégal pour la « démocratie » appliquée dans le pays : les militants anti-impérialistes emprisonnés et torturés. Il est vrai qu'en 1956 son compère Defferre se chargeait de réprimer le peuple sénégalais, tandis que lui-même commandait à l'armée française d'Algérie de détruire le Front de Libération National.

**LE KU KLUX KLAN
A PARIS**

Après avoir traversé sept capitales européennes, Wallace essaie de se faire recevoir par Giscard ou le gouvernement. C'est le gouverneur de l'Alabama, adversaire de l'égalité juridique et politique entre noirs et blancs, protecteur du Ku Klux Klan. Ses voyages dans les pays européens ont pour but de lui donner une carrure internationale qui lui manque pour se présenter une nouvelle fois aux élections présidentielles américaines. Voilà un invité qui serait digne du néolibéralisme giscardien.

APRES FRANCO

Franco et Juan Carlos : il y a loin du testament à l'héritage.



Suite de la page 1

REMUE-MÉNAGE

La situation se complique, dans l'hypothèse actuelle où il n'y a qu'une « incapacité » provisoire de Franco : logiquement Juan Carlos devrait assurer l'intérim, mais il ne semble pas qu'il ait accepté un nouvel intérim qui l'use et le compromet un peu plus. Or de nombreux secteurs franquistes, ces derniers jours, auraient bien aimé transformer le provisoire en définitif qui tarde à venir et déclarer simplement la vacance du pouvoir. C'est dans cette hypothèse que s'explique le remue-ménage et notamment l'arrivée à Madrid de la fine fleur de l'armée fasciste car, alors, le Conseil du Royaume dans lequel siègent les chefs d'état-major devrait procéder à la désignation du conseil de

régence devant assumer les pouvoirs. Il ne semble pas, pour l'instant, que cette solution ait été retenue.

Puisque tout semble préparé d'avance, d'où peuvent bien venir les difficultés ?

« DÉMOCRATES »

Le choix fondamental pour l'oligarchie est le maintien, plus ou moins voilé du régime, ou une tentative de « démocratisation » bourgeoise. Pour cette dernière solution : la « Junte démocratique », constituée à l'initiative du parti révisionniste espagnol, pour qui « l'avenir de l'Espagne est une démocratie occidentale » (Santiago Carrillo, secrétaire général). Egalement, la « convergence démocratique »,

LE FRANQUISME ?

réplique du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol à l'initiative du P«C»E. La « solution démocratique » a recruté des partisans y compris parmi les dignitaires du régime : monarchistes, catholiques réactionnaires, carlistes, etc... Mais cette perspective a-t-elle quelque vraisemblance ?

NE PAS OUVRIR DE BRÈCHE

Deux forces importantes pèsent sur le choix à faire. L'ensemble des classes liées au régime, et son appareil d'une part. L'impérialisme US, d'autre part, qui a en Espagne d'importants intérêts. Là où, des années durant, bourgeois monopolistes, propriétaires fonciers, évêques intégristes et généraux ont imposé un régime de terreur, la plus petite ouverture d'une possibilité d'expression est saisie par les masses. Elles exigent qu'on en finisse, non seulement avec la forme du régime, mais avec ses causes mêmes. On l'a bien vu au Portugal, et dans une moindre mesure, en Grèce.

A plus forte raison en Espagne, où depuis des années, malgré le terrorisme ouvert du pouvoir, le peuple est entré en lutte, multipliant les grèves, manifestations, allant jusqu'aux fréquents affrontements avec les forces de répression, développant et élevant toujours plus son mouvement. L'oligarchie a tou-

tes raisons de croire que « l'ouverture démocratique », loin de résoudre ses problèmes, ne ferait que les aggraver. Les Etats Unis, de leur côté, ne tiennent pas à voir une nouvelle zone d'instabilité s'installer en Méditerranée.

**REMOUS DANS LA
CAMARILLA**

Le choix sera donc probablement le maintien du régime, solution dangereuse elle aussi, car elle vient exaspérer les contradictions qui l'opposent aux masses. Aussi a-t-on cherché à replâtrer, à modifier sans rien changer. Tentative déjà engagée par l'opus déi, voici quelques années, reprise ces derniers mois par le premier ministre Arias Navarro : autorisation d'associations, permettant de constituer les partis que la phalange voudrait bien tolérer, pseudo-libéralisation de la presse, etc... Ce vernis est tombé d'un coup avec l'assassinat des cinq révolutionnaires. Aujourd'hui, les remous qui agitent la camarilla du Pardo, outre les basses ambitions, comportent des nuances d'appréciation sur ce « libéralisme ». Les derniers gigotements du pantin Juan Carlos peuvent bien le porter du côté des « libéraux », au regard des positions du général de guerre civile Campano. Le fond de la crise du régime est ailleurs dans ses insolubles contradictions avec les masses.